HISTORIQUE

des événements qui ont amené

la destruction

de la

Ville de Lorient

1943

—

Imprimerie du NOUVELLISTE
Impasse Porte-Poterne
VANNES

V. A. 1019

HISTORIQUE

des événements qui ont amené

la destruction

de la

Ville de Lorient

AVANT-PROPOS

25 juin 1940 ! L'Armistice est signé.

Lorient, sous l'occupation allemande depuis le 21 juin, pense être délivrée des cauchemars de la guerre.

Les mouillages de mines magnétiques, les incendies des grands parcs à mazout du Priatec, en Lanester, sont les seuls faits de guerre que les Lorientais semblent être appelés à connaître.

Les tirs violents de la D.C.A., le ronflement des moteurs d'avions qui viennent, très bas, mouiller leurs mines dans la rade, l'explosion d'une de ces mines magnétiques qui percute au sol, l'âcre fumée du mazout en feu qui glisse lentement sur la Ville, obscurcit le ciel, vous prend aux yeux et à la gorge, tout cela n'est plus que souvenirs.

Lorient revit ; non pas de cette vie bruyante et joyeuse d'avant-guerre, mais d'une vie plus calme, empreinte de tristesse et de résignation

Cependant, aux quatre coins de la terre, sur les océans, les hommes se battent encore. La guerre continue, inexorablement, exerçant partout ses ravages et son œuvre de mort.

Dès le 8 août 1940, Lorient connait sa première alerte aérienne après l'occupation. C'est une alerte de jour ; un avion de reconnaissance anglais survole la ville et est pris à partie par la D.C.A.

Les Lorientais ont entendu à nouveau le hurlement des sirènes, le coup de départ du canon antiaérien, l'explosion de l'obus au-dessus de leurs têtes.

Mais cette première alerte n'a pas été prise au sérieux. On est sorti dans la rue « pour voir », comme on va le faire pour toutes les alertes qui vont suivre, de plus en plus rapprochées, jusqu'au jour où le sifflement et l'explosion des bombes, les râles des blessés, le crépitement des flammes qui montent, feront comprendre à beaucoup que Lorient est sous une terrible menace qui, hélas ! recevra un jour son horrible exécution.

Lorient va connaître la guerre ; non pas celle qui met aux prises les hommes qui se battent, mais celle qui, sournoise et impitoyable, frappe les vieillards, les femmes, les enfants.

Lorient inaugurera, triste privilège, cette guerre totale qui décime le monde, courbant tous les êtres qui vivent sous sa terrible loi.

Lorient périra sous un ouragan de fer et de feu et le voyageur imprudent qui se présentera aux portes de ce que fut la Ville, pourra s'entendre dire : « Ici Lorient, ville morte. On n'entre pas ! »

HISTORIQUE

des événements qui ont amené la destruction

de la Ville de Lorient

I. Le premier bombardement de Lorient

A la veille du 27 septembre 1940, date du premier bombardement de Lorient par l'aviation anglaise, où en était-on de l'organisation de la Défense Passive ?

Les instructions ministérielles avaient été suivies dans leur ensemble, mais le recrutement du personnel avait été difficile et lent.

Au point de vue sécurité générale, la Ville se trouvait divisée en 150 îlots, surveillés par un chef et deux hommes désignés par réquisition.

Trois postes de guet, installés dans les clochers des trois quartiers et reliés par téléphone aux postes de police, devaient permettre la signalisation des sinistres.

Le poste de commandement se trouvait agencé dans un des sous-sols de l'Hôtel-de-Ville. Il était relié téléphoniquement à l'Hôtel des P.T.T. par deux lignes, dont l'une souterraine, et au Central Téléphonique de la Mairie, par une ligne le mettant directement en liaison avec les services municipaux, les postes de police, les hôpitaux, les casernes des pompiers de la Marine et de la Ville.

Dans un local contigu, était installé le poste de secours principal pour les soins d'urgence aux blessés avant leur transport à l'hôpital. Un deuxième poste de secours était aménagé dans le quartier de Kerentrech, sous une école municipale.

Grâce au précieux concours apporté par la jeunesse lorientaise, en les personnes des élèves des grandes classes des écoles secondaires et de l'Ecole Primaire Supérieure, des équipes de secours avaient été formées. Mais ces jeunes volontaires, bien instruits et pleins d'allant, allaient-ils tenir sous l'épreuve ? L'avenir devait nous l'apprendre bientôt !

Le personnel d'un poste de secours se composait d'un docteur, de deux infirmières ou infirmiers volontaires et des équipes de secouristes dont il vient d'être parlé.

Tout le personnel des services sanitaires se trouvait groupé sous les ordres du médecin-directeur du Bureau municipal d'Hygiène, secondé par le personnel de ce Bureau.

Des équipes de déblaiement avaient été constituées par les ouvriers de l'Atelier communal. Le chef de ce service était l'Ingénieur de la Ville.

Il existait peu d'abris. Le Gouvernement ne s'était pas montré, jusqu'alors, prodigue de ses fonds et les 30 caves étayées, la plupart de grande contenance, avaient été aménagées par prélèvement sur le budget communal. Environ 400 mètres linéaires de tranchées avaient été creusées et ces tranchées étaient étayées et couvertes, mais jamais au cours des événements qui vont suivre, elles n'ont été occupées par la population. C'est là une constatation qu'il convient de retenir.

Tel était l'état de la Défense Passive, lorsque le 27 septembre 1940, vers 22 heures, retentit le signal d'alerte.

Comme de coutume, le personnel de la Défense Passive rejoignait son poste sous les tirs de la D.C.A., quand un fait nouveau fit aussitôt penser qu'il ne s'agissait plus, cette fois, d'une simple alerte.

En quelques minutes, la Ville fut éclairée, illuminée par des dizaines de fusées éclairantes se balançant mollement à quelques centaines de mètres de hauteur.

Et le bombardement commença. Bombes explosives et incendiaires se succédèrent pendant plus de deux heures dans un vacarme infernal de vrombissements, de tirs et d'explosions.

Des incendies éclatèrent un peu partout en ville et les demandes de secours affluèrent au poste de commandement.

Successivement prenaient feu, le bâtiment de la Justice de Paix, dans la cour de l'Hôtel-de-Ville ; trois immeubles dont un cinéma, rue Jules Le Grand ; les ateliers de l'Ecole Pratique de Commerce et d'Industrie, quai des Indes ; un immeuble de quatre étages, rue du Port ; l'immeuble de la Mutualité, rue du Lycée et deux autres immeubles, rue de la Concorde. Au Port de Pêche, les magasins des mareyeurs étaient en flammes.

Des habitants affolés, à peine vêtus, couraient, au hasard, dans les rues, n'écoutant pas les conseils des chefs d'îlots ou des agents de police.

Après avoir épuisé tous les moyens de lutte contre l'incendie, le Directeur de la Défense Passive fit appel aux pompiers de la Marine, puis à ceux des villes d'Hennebont et de Quimperlé, proches

de Lorient, par voitures automobiles car dès les premières minutes de l'attaque, tout le réseau téléphonique fut mis en dérangement.

De leur côté, les Autorités d'occupation alertaient les pompiers de Nantes.

Cependant, les équipes de secouristes recevaient le « baptême du feu ». Courageusement, elles s'étaient mises à leur tâche sous le bombardement. Pendant des heures et des heures, courbant l'échine, les jeunes brancardiers relevèrent les blessés, les transportèrent dans les postes de secours et, après soins, dans les hôpitaux, par ambulances automobiles.

Car les bombes explosives, bombes légères par comparaison à celles qui furent lancées depuis, avaient fait de gros dégâts et un nombre assez grand de victimes.

A la Ville-en-Bois, notamment, quartier situé en bordure du Scorff et à proximité de la voie ferrée, des immeubles en torchis s'étaient effondrés, ensevelissant leurs occupants.

L'école des filles de la Mairie était en partie détruite et un immeuble contigu, donnant sur la rue Traversière, s'était écroulé, faisant 5 victimes. Une aile du Lycée Dupuy-de-Lôme était également atteinte, de même qu'une pharmacie du centre de la Ville.

30 morts, 60 blessés, tel fut le bilan de cette attaque.

Le jour se leva, éclairant les immeubles en ruines, les magasins aux devantures arrachées et les rues jonchées de pierres, de débris de verre et de lignes électriques et téléphoniques coupées.

Lorient venait de vivre une nuit de terreur telle qu'elle devait en revivre malheureusement bien d'autres et combien plus terribles !

II. Les bombardements jusqu'au 1er Janvier 1943 et les améliorations apportées au service de la défense passive

Toute la journée du 28 septembre fut employée à noyer les décombres, à déblayer les rues, à rechercher les cadavres gisant sous les immeubles écroulés. Les brancardiers, infatigables, participèrent au déblaiement.

Le 29, Lorient achevait de panser ses blessures, quand dans la soirée, les avions anglais réapparurent dans le ciel lorientais et un nouveau bombardement eut lieu. Quelques bombes explosives tombèrent sur le quartier de la Ville-en-Bois, heureusement en partie évacué. On n'eut à déplorer qu'une seule victime.

Puis, ce fut l'interminable série des bombardements de nuit : 12, 15, 17, 27 octobre ; 7, 13, 17, 20, 22 novembre ; 5, 8, 9, 26, 28 décembre 1940. Les nuits sans sommeil ne se comptaient plus et, cependant, la vaillante population lorientaise n'abandonnait pas sa Ville, payant héroïquement son tribut à la défaite.

Dès le début de l'année 1941, un ralentissement des opérations aériennes sur la région lorientaise se produisit. Toutefois, des bombes tombèrent encore sur la Ville les 12 et 13 janvier, les 15, 19, 20 et 21 mars, le 12 avril et le 6 mai.

Dans la nuit du 4 au 5 juillet, Lorient devait revivre des heures tragiques. Quelques minutes après minuit, les fusées éclairantes s'allumèrent à nouveau sur la ville. En moins d'une heure, plus de 70 bombes explosives s'abattirent sur les différents quartiers, principalement sur l'intra-muros, détruisant 25 immeubles, atteignant l'hôpital Bodélio et y tuant deux matelots infirmiers, provoquant deux violents incendies, coupant les canalisations d'eau en sept points différents, interrompant momentanément les communications ferroviaires et téléphoniques.

A la fin de l'alerte, à 3 h. 50, toutes les victimes étaient relevées par les jeunes secouristes et le bilan du bombardement pouvait s'établir comme suit : morts 9 — blessés 27, dont beaucoup très sérieusement.

Le caporal-pompier de la Ville, DAGAU Maurice, père de trois enfants, était mort, victime du devoir. En se portant sur le lieu d'un incendie, il avait été atteint au ventre d'un éclat de bombe percutant en pleine rue, à quelques mètres de lui.

Cette attaque devait clore la série des bombardements de nuit, jusqu'au 14 janvier 1943, date à laquelle la destruction de la Ville allait systématiquement commencer.

Au fur et à mesure que se produisaient les événements que nous venons d'énumérer, des modifications importantes furent apportées au fonctionnement des services de la Défense Passive. Aux instructions théoriques, furent substituées, peu à peu, des solutions pratiques.

La première mesure, prise dès le 29 septembre 1940, fut le transfert du poste de secours de l'Hôtel-de-Ville dans le sous-sol du Théâtre Municipal, plus grand et d'un accès beaucoup plus facile.

Les dangers auxquels se trouvaient exposés les jeunes guetteurs du fait des tirs rasants de la D.C.A., les difficultés d'accès aux clochers la nuit, et celles de signalisation précise des sinistres, amenèrent la suppression des postes de guet. Les guetteurs reçurent l'instruction des secouristes. On para aux inconvénients que pouvait faire naître cette suppression, par la pose, en différents points de la ville,

d'appareils téléphoniques, reliés pendant les alertes au central souterrain de l'Hôtel des Postes. La population pouvait donc, ainsi, faire appel à tous les instants, aux services de secours.

L'insuffisance des caves étayées avait, dès le début des bombardements, inquiété vivement l'Administration Municipale. Grâce à une attribution importante de fonds faite par la Direction de la Défense passive sur demande des autorités occupantes, la construction d'abris bétonnés, de grande contenance, avait commencé en avril 1941.

Il s'agissait d'abris comportant 400 places assises, édifiés en élévation, sur des terrains libres ou enterrés sous des places publiques. Le ciel de ces abris était constitué par une épaisseur de béton solidement armé de 1 m. 50.

Les travaux furent activement poussés. Trois de ces abris furent mis à la disposition du public dès le mois d'août 1941 ; deux autres furent ouverts au mois de janvier 1942. Le manque de matériaux interrompit l'exécution du programme qui avait été dressé.

C'est au mois d'avril 1942 que furent créées les équipes permanentes d'incendie et de déblaiement. L'effectif de la Compagnie des Sapeurs-Pompiers fut porté de 40 à 120 hommes, par réquisition de 80 pompiers auxiliaires. Deux motos-pompes vinrent grossir le matériel de la Compagnie.

Enfin, les services sanitaires se virent dotés d'un troisième poste de secours, de deux ambulances automobiles et de voiturettes porte-brancards. Le personnel fut renforcé et, pendant le bombardement du 5 juillet 1941, cinq docteurs assuraient le service au poste de secours du Théâtre Municipal.

Cependant, au cours des alertes, principalement le jour, la population était loin d'observer avec ensemble les consignes qui lui étaient données. Comme dans beaucoup d'autres villes, la circulation continuait d'une façon presque normale après l'émission des signaux d'alarme et de nombreuses personnes sortaient même sur la voie publique, pour observer l'évolution des avions.

Il fallut recourir à des mesures sévères, allant jusqu'à l'emprisonnement, pour obtenir l'observation des règlements. Peut-être les Lorientais se crurent-ils victimes de moyens draconiens, mais qu'ils songent que ces moyens contribuèrent, sans nul doute, à réduire par la suite le nombre des victimes, les effets meurtriers des bombardements étant bien moindres sur une population éduquée et calme que sur une foule indisciplinée et affolée.

Le 21 octobre 1942, à 14 heures, un vrombissement de moteurs, l'intervention de la D.C.A., le sifflement des bombes, les sons ascendants et descendants des sirènes, déchirèrent brusquement l'atmosphère calme d'une belle après-midi.

A 3.500 mètres d'altitude, les forteresses volantes américaines faisaient leur apparition dans le ciel lorientais.

Elles revinrent le 18 novembre, à midi, en nombre imposant. Le bombardement porta principalement sur les terrains du Port de Pêche et boulevard de la Rade où un immeuble fut pulvérisé. On compta 17 morts et 19 blessés.

III. La destruction de Lorient

A 23 h. 55, le 14 janvier 1943, les sirènes donnèrent l'alerte et quelques minutes après, on pouvait entendre distinctement les ronflements des moteurs d'une importante escadre aérienne.

Cependant, les Lorientais n'en conçurent pas autrement d'inquiétude, car il était fréquent qu'au cours des opérations de mouillage de mines, les avions viennent survoler la Ville, salués par un feu nourri des batteries antiaériennes.

Mais, vers 0 h. 15, les fusées éclairantes s'allumèrent en grand nombre, annonçant un bombardement qui ne tarda pas à se produire. Plusieurs milliers de bombes incendiaires furent lancées ainsi que quelques bombes explosives.

Les quartiers atteints étaient ceux de la Nouvelle-Ville et de Merville. Plus de 80 foyers d'incendie éclatèrent simultanément et, après avoir dirigé sur les lieux tous les moyens de secours dont on disposait et jugé de la gravité de la situation, le Directeur de la Défense Passive fit appel aux pompiers de la Marine française, puis aux corps de sapeurs-pompiers de Vannes, d'Auray, d'Hennebont et de Pontivy dans le Morbihan, de Quimper, de Quimperlé et de Concarneau, dans le Finistère.

Les effectifs ainsi utilisés étaient imposants. Plus de 350 officiers, sous-officiers et sapeurs, participèrent à la lutte contre le feu avec 12 autos-pompes, 10 motos-pompes, sans compter un fort détachement de pompiers allemands avec leur matériel.

Malgré tout, la situation était critique. Dans les quartiers denses, le feu gagnait de maison en maison. On décida d'adopter une politique sévère qui fut féconde en résultats. Les immeubles isolés ou entourés de jardinets furent abandonnés au feu, tous les efforts étant dirigés sur les points où il y avait danger d'extension.

Le 15 janvier, à 11 h. 30, les corps de pompiers venus de l'extérieur pouvaient ramasser leur matériel et regagner leurs casernes.

120 maisons, dont deux églises, étaient détruites par le feu ou par explosions. On comptait 12 tués et plusieurs blessés,

L'émotion causée par cette agression n'était pas calmée lorsque, le même jour, à 19 h. 30, une nouvelle attaque se produisit, avec une violence accrue. Le bombardement se poursuivit pendant deux heures, sans interruption. On peut considérer que le nombre d'avions assaillants était de 200.

Les quartiers atteints étaient principalement ceux de l'intra-muros et de Kerentrech. Les bombes incendiaires pleuvaient littéralement sur la Ville. Dès le début de l'attaque, on pouvait dénombrer plus de 400 foyers d'incendie. Le Théâtre, l'Hôtel des P.T.T., l'Hôpital Bodélio, brûlaient. Les pompiers de l'extérieur furent à nouveau appelés.

Bientôt, les bombes explosives succédèrent aux bombes incendiaires.

Vers 22 heures, le centre de la Ville était un immense foyer. La lutte contre le feu était difficile. Par suite de la rupture de la conduite principale de 600 m/m alimentant la Ville, touchée en plein par une bombe, et d'une panne générale d'électricité, l'eau manquait. Il fallut faire des établissements dans le bassin à flot, mais de nombreux incendies ne pouvaient être combattus. Les pompiers, qui venaient de lutter pendant toute une nuit et une journée, faisaient l'impossible. L'Hôtel des P.T.T. put être préservé, grâce au dévouement du personnel.

Un fort vent du Sud-Est activait les flammes. L'atmosphère était irrespirable. Au milieu de la fumée et des flammèches transportées par le vent, des gens à peine vêtus, une valise à la main, dans laquelle ils avaient entassé, très vite, pêle-mêle, les objets les plus chers, fuyaient, éperdus. D'autres, assis sur une malle sauvée à grand'peine, regardaient sur la rue brûler les maisons.

Dans les postes de secours, on soignait les blessés, les pompiers aux yeux gonflés et rouges.

La lutte se poursuivit toute la nuit, toute la journée du 16, la nuit du 16 au 17, la journée du 17.

Le 18, on put faire le bilan de cette terrible soirée : 800 nouveaux immeubles étaient détruits. On comptait 14 morts et 20 blessés, mais sous les décombres, il restait des corps dont le nombre n'était pas connu.

Lorient vécut les journées qui suivirent le 15 janvier, dans une atmosphère de panique. Quoique l'ordre d'évacuation ne fut pas donné, de nombreuses personnes quittaient la Ville en toute hâte et, sur les routes, on pouvait voir, se succédant sans interruption, les véhicules les plus disparates, du car spacieux à la voiture à bras, où de pauvres gens avaient entassé toutes leurs richesses.

Cependant, on espérait encore. On ne pouvait pas comprendre que la malheureuse ville était condamnée et qu'elle allait mourir inévitablement.

La journée du 23 janvier et la nuit du 23 au 24, devaient enlever tout espoir à ceux qui pensaient encore que grâce lui serait faite.

Le 23 janvier, l'alerte était donnée à 13 h. 40. A 13 h. 55, une formation de 60 bombardiers survolait la Ville à grande hauteur et une escadrille s'en détachait et lâchait ses bombes sur l'intra-muros et la Nouvelle-Ville.

27 points de chute de bombes explosives, à grande puissance étaient relevés ; 12 immeubles, dont l'Hôtel des Postes, étaient complètement détruits, beaucoup d'autres gravement endommagés ; 4 conduites d'eau étaient sectionnées. On comptait 10 morts et 20 blessés.

On procédait encore au déblaiement pour la recherche des corps, lorsqu'à 20 h. 15, une nouvelle attaque eut lieu. Les bombes incendiaires tombèrent en quantité énorme et furent suivies de bombes explosives dont la quantité et la force croissaient à chaque bombardement.

Des incendies éclatèrent partout. L'Hôtel-de-Ville prit feu vers 21 heures.

A la suite du bombardement de l'après-midi, le service d'eau n'avait pu être rétabli.

Les pompiers de Lorient, renforcés par ceux de Vannes, de Pontivy, d'Auray et de Quimperlé, combattirent quelques sinistres en établissant des navettes à partir du bassin à flot.

A 5 heures du matin, le 24 janvier, le poste de commandement de la Défense Passive dût être évacué.

On comptait 4 tués et 5 blessés. 500 nouveaux immeubles étaient anéantis.

Et la série rouge continua pendant que l'évacuation s'effectuait lentement. Le 26 janvier, à 19 h. 30, nouvelle attaque par bombes incendiaires et explosives. Des projectiles de très gros calibres furent utilisés. Des pâtés entiers d'immeubles étaient incendiés ou jetés à terre. La Mairie, installée depuis la veille, au siège de l'Energie Electrique de la Basse-Loire, place Alsace-Lorraine, était, à nouveau, détruite.

Les brancardiers relevèrent un mort et 4 blessés.

Le 29 janvier, à 20 heures, nouveau bombardement détruisant 27 immeubles par incendie.

Le 4 février, à 20 heures également, des bombes incendiaires et explosives étaient lancées sur la Ville. Il y eut 6 vagues successives de 24 avions chacune. 170 immeubles étaient détruits par le feu ou les explosions. La gare de la S.N.C.F. fut atteinte par 5 bombes explosives et la gare de la P.V. fut incendiée.

L'aviation anglo-américaine s'acharnait sur la Ville. Le 7 février, eut lieu un nouveau bombardement qui dépassait, en intensité et en violence, tous les bombardements précédents. 632 immeubles furent anéantis, dont l'église paroissiale place Saint-Louis et la Gare des Voyageurs. L'attaque fut effectuée par 250 appareils, opérant en trois vagues, dont la dernière, la moins nombreuse, comportait 60 appareils.

Il y eut un répit de six jours puis, le 13 février, des milliers de bombes incendiaires s'abattirent sur la Ville, dont l'évacuation était heureusement à peu près terminée. Quant au nombre et au calibre des bombes explosives, ils ont dépassé tout ce qui avait été constaté jusqu'alors. Il est certain que des bombes de 2.000 kgs ont été lancées. Leur effet était désastreux, une seule de ces bombes allant jusqu'à détruire 30 maisons. 238 immeubles furent détruits.

Enfin, le 16 février, à 20 heures, nouvelle et violente attaque, avec un nombre de bombes explosives plus important. 131 autres immeubles furent détruits.

La Ville était à peu près anéantie et devenue véritablement une ville morte. Elle avait reçu, au cours des attaques du 14 janvier au 17 février 1943, plus de 500 bombes explosives, dont la plupart à grande puissance (1.000 à 2.000 kgs) et, environ, 60.000 bombes incendiaires. A certains endroits, on en découvrait une au mètre carré!

3.500 immeubles sur 5.000 étaient complètement anéantis, la plupart des autres étant endommagés et inhabitables. Le chiffre des sinistrés atteignait 40.000 ; celui des victimes connues était de 71 morts et 73 blessés.

On pouvait, dès lors, considérer que Lorient n'existait plus.

Les communes limitrophes, étaient aussi durement touchées. Lanester comptait 600 immeubles détruits et 700 endommagés. Le nombre des victimes était de 50 morts et 6 blessés.

A Keryado, on comptait 300 maisons anéanties, 30 tués et 32 blessés.

Des bombes explosives et incendiaires étaient tombées sur toute la région lorientaise et au total, 5.000 immeubles étaient détruits et 3.000 sérieusement atteints.

Depuis le 14 janvier 1943, le chiffre général des victimes connues atteignait 185 morts et, au moins, 172 blessés.

IV. Le fonctionnement des services publics sous les bombardements.

Au cours des événements que nous venons de mentionner, le personnel des diverses administrations publiques fit preuve de grandes qualités et tenta l'impossible pour assurer le fonctionnement régulier des services.

A l'Hôtel-de-Ville, l'activité des services municipaux augmentait d'heure en heure, mais la tâche devait, bientôt, s'avérer écrasante.

Le 23 janvier, les bâtiments formant le groupe de l'Hôtel-de-Ville, étaient la proie des flammes. Le feu détruisit, tout d'abord, le pavillon de l'Administration, y compris la salle du Conseil Municipal et le Salon d'Honneur, puis, continuant son œuvre de destruction sans qu'il eut été possible de lutter efficacement étant donné le manque d'eau, attaqua bientôt les bureaux de la Police, de la Recette Municipale et du Service des Travaux communaux, qui ne furent bientôt plus que des ruines fumantes.

Le Maire voulut réorganiser ses services dans les moindres délais. La réparation du désastre était urgente, en effet, car, depuis le 15 janvier, la foule des sinistrés se pressait aux portes de l'Hôtel-de-Ville pour obtenir les certificats qui lui permettaient, d'une part, d'obtenir les secours dont, en majorité, elle avait grand besoin, d'autre part, de faire les démarches nécessaires à son évacuation.

Le 24 janvier, le Maire pouvait faire ouvrir ses nouveaux bureaux au siège de l'Energie Electrique de la Basse-Loire, place Alsace-Lorraine, mis obligeamment à sa disposition.

Une Commission de Coordination des Services Publics, créée par arrêté de M. le Préfet du Morbihan, en date du 18 janvier et chargée d'examiner les questions essentielles telles que l'évacuation, le ravitaillement de la population non encore évacuée, le déblaiement, l'hygiène de la Ville, se réunissait, chaque jour, sous la présidence du Sous-Préfet de Lorient, au nouveau siège de la Mairie, quand, le 26 janvier au soir, l'immeuble de l'Energie Electrique brûla.

Le lendemain 27, le Maire installa ses services dans l'immeuble faisant l'angle de la rue des Fontaines et de la place Bisson, mais il fit bientôt transférer ceux-ci sur le quai des Indes, au siège de la Compagnie WORMS.

Le 7 février, cet immeuble fut, à son tour, détruit par l'incendie. L'évacuation de la population étant virtuellement terminée, le Maire de Lorient décida alors de replier une partie de ses services à Brandérion, petite localité située à 13 km. de Lorient, à proximité

de la voie ferrée Paris-Quimper. Une permanence de la Mairie continuait, toutefois, à être assurée à Lorient, à l'Hôtel Terminus, en face la gare de la S.N.C.F.

Enfin, le 16 février, le siège de la Mairie fut installé à Sainte-Anne d'Auray, au lieu dit « Treulan », où les possibilités de logement des membres du personnel et de leur famille étaient plus grandes qu'à Brandérion.

A l'Hôtel des Postes et Télégraphes, on pouvait remarquer la même ténacité à assurer, à tout prix, un service rendu au plus haut point nécessaire par les circonstances.

Dans la nuit du 14 au 15 janvier, une violente explosion disloqua tout l'intérieur du bâtiment. Cependant, dès les premières heures de la matinée du 15, après réparations de fortune, le service fonctionnait normalement.

Au cours du bombardement, dans la nuit du 15 au 16, une bombe incendiaire tomba sur l'immeuble et mit le feu à la toiture. Grâce au dévouement du personnel, l'incendie put être maîtrisé avant qu'il eut commis de gros dégâts aux installations.

Mais, le 23 janvier, au cours du bombardement de l'après-midi, une bombe explosive de grande puissance tombait en plein sur l'Hôtel des P.T.T., le détruisant complètement. Le personnel, réfugié dans la cave étayée où se trouvait le standard téléphonique d'alerte, put sortir indemne, non sans difficultés, à l'exception de deux blessés légers.

La récupération du matériel et des objets de correspondance de toutes sortes, commença aussitôt et se poursuivit pendant plusieurs jours, mais le service postal ne pouvait plus être maintenu à Lorient et les liaisons téléphoniques étaient totalement interrompues.

Le service du courrier et des facteurs furent alors installés à proximité du bureau postal de Keryado, tandis que les bureaux de la poste de Keryado et de Lanester, communes limitrophes de Lorient, assuraient les opérations courantes de caisse.

Pour assurer les liaisons téléphoniques, un standard à 100 directions intérieures et 3 liaisons extérieures, était installé dans l'abri bétonné situé en face de la gare de la S.N.C.F. Cette installation était mise hors d'usage le 7 février, rétablie le 11, détruite à nouveau le 13 et rétablie le 16. En un mot, détruite à chaque bombardement et remise courageusement en état dans les délais les plus courts.

On retrouve la même volonté d'assurer le service et le même dévouement parmi le personnel de la Sous-Préfecture, qui brûla le 15 janvier au soir. Le Sous-Préfet de Lorient, Président de la Com-

mission de coordination des Services Publics, qui réussit, dans la nuit du 14 au 15, à protéger la Sous-Préfecture, atteinte par plusieurs bombes incendiaires, gravit, avec les Services Municipaux, le même et dur calvaire.

Sans entrer dans tous les détails, il est permis de dire que la presque totalité des fonctionnaires lorientais fit tout son devoir, calmement et simplement.

Nous ne terminerons pas ce rapide exposé du fonctionnement des services publics sous les bombardements, sans parler de l'action bienfaitrice du Secours National, qui s'exerça sous toutes ses formes, malgré les difficultés causées par la destruction répétée de son siège et de ses magasins et sans remercier particulièrement M. GOUINEAU, Secrétaire général-adjoint du Secours National, qui, venu de Paris, dès les premiers jours du désastre, tint à diriger lui-même la distribution des secours à la population sinistrée.

V. Les actes de courage et de dévouement

Pour citer les actes de courage et de dévouement qui se sont déroulés pendant cette malheureuse période, il nous faut parler, tout d'abord, du personnel de la Défense Passive qui se dépensa sans compter et sans ménager ses peines, ayant à sa tête, comme Directeur, M. MANSION, fonctionnaire municipal.

Les Services sanitaires, sous la direction du Médecin Principal des Troupes Coloniales, BESSON, ont fonctionné d'une façon parfaite, assurant les soins aux blessés dans des conditions rendues précaires par le manque d'eau et d'électricité.

Tout le personnel des services sanitaires : médecins, infirmiers, brancardiers, s'est dévoué d'une façon admirable, mais il nous faut appuyer sur le rôle magnifique joué par les jeunes secouristes presque tous élèves des écoles lorintaises.

Au plus fort des bombardements, les jeunes secouristes ont procédé, dans les délais les plus courts et avec un cran admirable, au dénombrement des blessés et à leur transport dans les différents postes de secours, puis dans les hôpitaux.

Sans se préoccuper du sang qui coule, sans écouter les plaintes des blessés, souvent des mourants, ils continuaient leur tâche, pâles et serrant les dents. Du repos, ils n'en ont guère eu ! Les premiers secours aux blessés terminés, il fallait transporter les vieillards, les infirmes, les malades à la gare, à destination des lieux de repli.

Ils vivaient de conserves et ils dormaient quelques heures dans leur poste de secours, sur les civières, prêts à reprendre leur service au moindre besoin et à la première alerte.

Les jeunes secouristes lorientais ont donné là un exemple de courage et de haute valeur civique, pouvant être cité en exemple à la Jeunesse française.

Sous la direction de l'Ingénieur de la Ville, M. BLANCHARD, les équipes de déblaiement et de réparations ont eu également fort à faire pendant les bombardements. Le service de déblaiement a coopéré avec le service sanitaire à la recherche des victimes. Quant aux équipes de réparations, elles ont été mises à rude épreuve, jusqu'au jour où il n'a plus fallu songer à tenter de réalimenter la Ville en eau potable.

Le service de sécurité générale, c'est-à-dire, les chefs d'îlots et d'immeubles, sous la direction de leur chef de groupe et le service de la police, dirigé par le Commissaire Central, M. MARTINEAU, ont prêté leur concours pour l'extinction des bombes incendiaires et des foyers d'incendie, aidés en cela par de nombreux volontaires qui ont, tous, fait preuve de courage et d'un grand esprit d'abnégation.

A partir de la première heure des attaques, sans souci du danger, jusqu'au jour où, sans eau ni essence, ne possédant plus qu'un matériel surmené qui refusait tout service, ils ne pouvaient plus rien, les sapeurs-pompiers lorientais n'ont connu que des repos espacés, exigés par les limites de la résistance humaine.

Le 15 janvier, à 0 h. 15, ils se rendaient combattre les 80 foyers d'incendie qui venaient d'éclater. Pendant que les uns mettaient les pompes en batterie, les autres procédaient à l'extinction des bombes incendiaires qui continuaient à tomber.

Ils rentrèrent à leur caserne, le soir, à 19 heures, pour repartir à 19 h. 30, sous un nouveau et violent bombardement. Ils luttèrent la nuit du 15 au 16, la journée du 16, la nuit du 16 au 17, la journée du 17. Etant donné le nombre réduit de pompiers titulaires, la relève était impossiblle. Les hommes se restauraient de casse-croûte, dormaient quelques heures et repartaient au feu.

Et ainsi, tout au long de la période de destruction de la malheureuse cité. Aidés par les pompiers venus de l'extérieur, qui ne ménageaient pas, eux non plus, leur peine, ils ont tout tenté pour circonscrire les centaines d'incendies qui ravageaient la Ville à chaque bombardement.

C'est pourquoi, citer un par un les actes de dévouement est tâche impossible. Cependant, inscrivons au palmarès des braves, le jeune MARESCHAL Georges, étudiant, âgé de 20 ans, assurant les fonctions de chef d'îlot, tué au cours du bombardement du 15 janvier 1943, alors qu'il procédait, avec le plus grand calme et sans souci du danger, à l'extinction des bombes incendiaires.

*
* *

Notre espoir...

Lorient renaîtra de ses cendres, plus grande et plus belle. Nous savons que l'aide matérielle, et même morale, ne nous manquera pas. Déjà une aube se lève. En la province de l'Ile-de-France, au pays de la Brie, en un geste magnique de solidarité nationale, des hommes de grand cœur se sont penchés sur notre douleur et nos misères. Un grand département, ayant à sa tête un Préfet à l'âme généreuse, nous a tendu une main secourable pour nous aider à sortir de la nuit où la plus horrible des guerres vient de nous plonger.

Ayons donc confiance en la destinée de notre Ville, liée à celle de la France éternelle.

Sainte-Anne d'Auray, le 3 mai 1943

Le Maire de Lorient :

E. GALLOIS-MONTBRUN.

P.S. — Depuis la signature de ce document, de nouveaux et violents bombardements achèvent la destruction profonde de notre malheureuse cité.

Impr. du NOUVELLISTE
Impasse Porte - Poterne
VANNES